

LA CROIX

vendredi 9 janvier 2026 — Quotidien n° 43417 — 3,10 €



**Ce week-end dans
« La Croix L'Hebdo »**

**Un an de Trump sous
le regard des Américains**

Éco&transition

**La dématérialisation
bouscule notre
rapport à l'argent P. 4-5**

Religion&spiritualité

**Comment prier
lorsque l'on est
débordé ? P. 9 à 11**

éditorial

Jean-Christophe Ploquin

Groenland, contrer Trump

Les Européens doivent être unis face aux exigences américaines.

Un pays d'Europe occidentale directement menacé d'une invasion par les États-Unis : c'est le scénario abracadabrant envisagé par Donald Trump pour s'emparer du Groenland. L'hypothèse, activée tout de suite après la sidérante capture du président vénézuélien Nicolas Maduro, provoque une émotion considérable en Europe. À juste titre. Elle signifie que le protecteur est devenu un prédateur, que la superpuissance garante de la sécurité en Europe considère notre continent comme un champ de foire où se servir avec un comportement de maignon. Quelle confiance avoir envers un tel allié ?

Au Danemark, le choc est considérable. Pendant des décennies, ce pays s'en est remis aveuglément à l'Otan – donc aux États-Unis – pour assurer sa sécurité, et ne considérait pas la question du Groenland sous l'angle stratégique. Cette ancienne colonie a obtenu de plus en plus d'autonomie. Alors que cheminait l'idée d'indépendance, Copenhague a temporisé et n'a pas su proposer un projet politique fédérateur.

Confrontés aux coups de boutoir de Donald Trump, les Européens doivent être solidaires et montrer leur volonté de conserver sous un drapeau commun ce vaste territoire, dont le sous-sol est riche en hydrocarbures et en minerais, et que le réchauffement climatique va placer au carrefour de nouvelles routes maritimes. L'enjeu stratégique est crucial et nécessite des actes forts pour faire face à l'approche transactionnelle – le troc, sous la menace d'un braquage – chère au boss de la Maison-Blanche. Face à des méthodes de voyous, les Européens doivent être unis et habiles pour proposer rapidement des options acceptables en tenant bon sur l'essentiel : l'avenir du Groenland relève d'abord de ses habitants et du pays qui en a aujourd'hui la charge.

UE-Mercosur Vingt-six ans de psychodrame

Imaginé pour servir le libre-échange, l'accord UE-Mercosur est en passe d'être définitivement voté par les États membres, malgré l'opposition de la France

P. 2-3



Des tracteurs sur l'A7 près de Valence (Drôme), le 6 janvier. Nicolas Guyonnet/Hans Lucas/AFP

Annexes légales p. 18

Depuis 1883 – ISSN 0242-6056. – Imprimé en France : 3,10 € ; DOM : 3,95 €
Belgique : 3,30 € ; Luxembourg : 3,30 € ; Italie (Rome) : 3,95 € ; Maroc : 40 MAD

bayard

M 00140 - 109 - F - 3,10 €



Vingt-six ans de tractations, de revirements politiques et de batailles syndicales : l'accord UE-Mercosur est sur le point d'être voté ce vendredi 9 janvier par les États membres. Un accord économique contre lequel la France reste fermement opposée, sous la pression de ses agriculteurs.

Entre l'UE et le Mercosur, des années de tergiversations

Nous sommes en 1999. La France vient d'être sacrée championne du monde de football, les Français paient encore en francs et l'humanité s'apprête à entrer dans un nouveau millénaire. Dans l'Union européenne et le monde occidental, le logiciel libre-échangiste est roi, la libéralisation de l'économie se déroule tous azimuts. Outre-Atlantique, un immense marché suscite l'intérêt : le Mercosur, et ses plus de 200 millions d'habitants répartis entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

Pascal Lamy, membre du Parti socialiste français, vient d'être nommé commissaire européen au commerce. Il est mandaté par les États membres de l'UE – ils ne sont alors que 15 – pour piloter des négociations commerciales. Voyages au Brésil, rencontres informelles dans les couloirs du G20 et du Forum de Davos, les tractations s'enchaînent.

« Je peux vous dire qu'à l'époque, si le Mercosur avait accepté toutes les concessions et clauses présentes dans la version de 2026, j'aurais signé tout de suite », assure-t-il aujourd'hui. Selon l'ancien directeur général de l'OMC, l'Europe ne doit pas laisser passer son tour, ces décennies de négociations lui ayant surtout fait perdre des parts de marché en Amérique latine.

Au tournant des années 2000, l'UE représentait entre 30 % et 40 % du total des exportations du Mercosur (contre environ 20 % aujourd'hui). Une élimination de 90 % des droits de douane aurait pavé la voie aux automobiles, télécoms et produits chimiques européens.

En contrepartie, le Brésil et l'Argentine, deux économies en développement, aux vastes espaces naturels propices à l'agriculture, souhaitent des débouchés pour leur sucre, bœufs et volailles. « La teneur des négociations était connue. Il n'existait pourtant aucune contestation ressemblant à la nervosité actuelle du monde agricole », assure Pascal Lamy.



Le ministre espagnol Luis Planas et son homologue française Annie Genevard, mercredi 7 janvier à Bruxelles, à l'occasion d'une réunion extraordinaire des ministres de l'agriculture des États membres de l'UE. Olivier Hoslet/EPA/MaxPPP

Au tournant des années 2000, l'UE représentait entre 30 % et 40 % du total des exportations du Mercosur, contre environ 20 % aujourd'hui.

Alors pourquoi ces négociations sont-elles toujours d'actualité vingt-six ans plus tard ? La raison tient, entre autres, aux allées et venues politiques en Amérique latine. « De 2003 à 2015, les époux Kirchner ont gouverné l'Argentine. Leur politique étatiste et interventionniste, héritée du péronisme, était hostile à ce type d'accord commercial », souligne Adina Revol, essayiste et ancienne porte-parole de la Commission européenne.

Au tournant des années 2010, un nouveau paramètre, absent jusqu'ici des négociations, s'impose dans le débat public : la protection de l'environnement. « La ratification de l'Accord de Paris

sur le climat en 2015 a été un tournant », explique Stéphanie Kpenou, chargée de plaider à l'Institut Veblen. Le respect des normes environnementales de l'UE dans les accords qu'elle noue autour du monde est alors scruté par les associations de défense de l'environnement.

Les immenses parcs d'élevage intensif (*feed-lots*) de bœufs sud-américains, les cultures de soja déforestant l'Amazonie, mais aussi le gigantesque écart normatif entre l'Europe et le Mercosur concernant les produits phytosanitaires cristallisent l'opposition. Pour lever ces freins, les membres du Mercosur s'engagent à respecter l'Accord

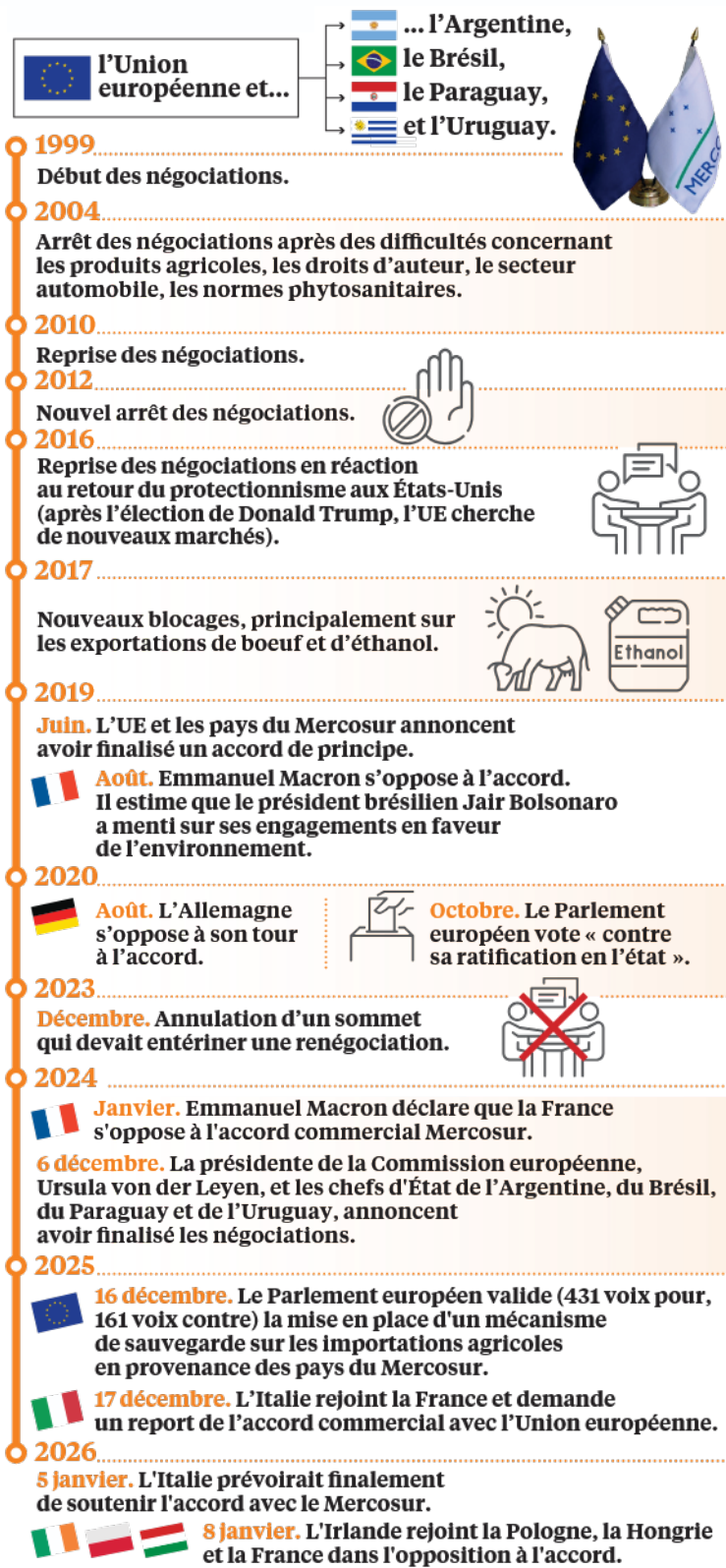
de Paris. En juin 2019, la « boîte noire », de vingt ans de négociations s'ouvre alors, raconte Pascal Canfin, eurodéputé Renew. Les contingents agricoles concernés sont dévoilés.

L'UE accueillera sur son sol 99 000 tonnes de bœufs à des droits de douane de 7,5 % et exemptera totalement de taxes 180 000 tonnes de volaille, 16 millions de tonnes de sucre, ou encore 60 000 tonnes de riz. Dans l'autre sens, les voitures européennes (35 % de taxe actuellement), les équipements industriels (14 % à 20 %), la chimie (jusqu'à 18 %), ou encore le vin (27 %), seront exemptés de taxes.

Tout semble prêt pour ●●●

repères

Un long historique de négociations



... soumettre le texte au vote des institutions européennes. Mais côté brésilien, un infréquentable arrive au Palais du Planalto : en 2019, l'élection de Jair Bolsonaro, un climatocéphique assumé qui plaide pour relancer la déforestation de l'Amazonie, rebat une nouvelle fois les cartes. Jusqu'ici favorable à l'accord, Emmanuel Macron se rétracte. Lors du G7 de Biarritz, il accuse même son homologue brésilien de lui avoir « menti » sur ses engagements climatiques.

À Bruxelles, l'accord est d'autant plus explosif qu'il entre en collision directe avec le projet de règlement européen contre la déforestation. Ce texte – dont l'ap-

plication a récemment été reportée à 2027 – vise à garantir que des produits comme le café, l'huile de palme ou le bœuf ne proviennent pas de terres déboisées. Le « bouton pause » est actionné.

En France, l'accord est unanimement dénoncé, notamment au sein du monde agricole. Il est décrit comme une « trahison programmée de l'agriculture française » par la Coordination rurale, une « destruction de la compétitivité française » par la FNSEA ou encore « une hérésie dans un contexte de dérèglement climatique » par la Confédération paysanne.

En 2023, la réélection du Brésilien Luiz Inacio Lula, favorable à

l'accord mais engagé contre la déforestation (en Amazonie, elle a chuté de moitié en un an depuis son arrivée), redonne du crédit au texte. Lui aussi fervent défenseur de l'accord, l'Argentin Javier Milei, ultralibéral revendiqué, presse la Commission européenne d'agir dans un contexte où la guerre en Ukraine a affaibli l'Europe.

Fin 2024, c'est surtout la réélection de Donald Trump aux États-Unis qui va accélérer les choses. L'Allemagne, l'Italie et les pays scandinaves plaident pour de nouveaux débouchés industriels. « Cet accord est stratégique pour ne pas rester spectateur en laissant le champ libre aux États-Unis et à la Chine », explique Adina Revol. Au sein de l'exécutif français, « ces arguments sont entendus » mais politiquement « un soutien à l'accord est trop inflammable pour les agriculteurs », raconte une experte du secteur. La France, première puissance agricole de l'UE, est enlisée dans une « colère des agriculteurs » qui revient par vagues incessantes.

En décembre, Ursula von der Leyen court-circuite Paris. Alors qu'en France le gouvernement tombe avec la censure de Michel Barnier, la présidente de la Com-

mission s'envole pour Montevideo (Uruguay), où se déroule un sommet du Mercosur et annonce l'adoption de l'accord par les deux blocs. Elle entérine alors la nouvelle donne à l'œuvre : le « oui » de la France n'est plus essentiel.

« La ratification de l'Accord de Paris sur le climat en 2015 a été un tournant. »

Un an plus tard, la France espère encore bloquer l'adoption du texte en réunissant une minorité de blocage (constituée de quatre pays et au moins 35 % de la population européenne). Fin 2025, la Hongrie et la Pologne se sont rangées à ses côtés, rejointes à la dernière minute par l'Italie. Mais après cette volte-face qui a repoussé le vote d'un mois, tous les indicateurs laissent à penser que l'Italie, qui a obtenu des gains pour ses agriculteurs et cherche désormais à développer son industrie, finira par voter en faveur du texte.

C'est que les Sud-Américains se montrent impatients. Fin dé-

cembre, le président brésilien a déclaré que « sans volonté politique et sans courage de la part des dirigeants, ce ne sera pas possible de conclure une négociation qui traîne depuis vingt-six ans ».

Reste que si le texte passe auprès des États, « la bataille ne sera pas perdue pour autant, estime un conseiller parlementaire à Bruxelles. Car le texte doit encore être voté par le Parlement ». C'était sans compter le dernier psychodrame en date du jeudi 8 janvier au soir.

Selon l'eurodéputée (LR) Céline Imart, la présidence chypriote, « sous pression de la Commission européenne » et de pays favorables à l'accord, envisagerait de retirer du texte voté demain la mention prévoyant « la suspension de l'entrée en vigueur du Mercosur jusqu'au vote du Parlement européen », explique-t-elle à La Croix.

Dans ce cas de figure, « totalement inédit qui constituerait un déni de démocratie », l'accord pourrait entrer en vigueur sans le vote des députés européens. À l'heure du bouclage de ces pages, aucune source à Bruxelles n'a confirmé ce scénario. Mais le feuillet du Mercosur n'est sans doute pas terminé.

Rémi Barbet

La stratégie de surenchère des syndicats agricoles

La Coordination rurale est parvenue à entrer dans Paris avec des tracteurs jeudi 8 janvier. La FNSEA, de son côté, maintient la pression sur le gouvernement sans organiser des actions coup de poing.

Le premier ministre, Sébastien Lecornu, doit faire des annonces ce vendredi 9 janvier.

Comme un air de déjà-vu. Deux ans après les mobilisations d'ampleur de l'hiver 2024, les agriculteurs sont à nouveau dans la rue. Des tracteurs de la Coordination rurale, deuxième syndicat, sont parvenus à entrer dans Paris, jeudi 8 janvier. Ces derniers jours, la Confédération paysanne a elle aussi organisé des actions en régions.

Le syndicat majoritaire, la FNSEA, lui, n'a pas sorti les muscles, arguant du « travail de fond » mené auprès des politiques pour faire avancer ses combats. Si ces organisations divergent sur la gestion de l'épidémie de dermatose nodulaire, elles se retrouvent sur l'opposition à l'accord avec le Mercosur.

Les deux premiers syndicats se retrouvent aussi sur leur demande de simplification, déplorant le manque d'efficacité de l'État qui tarde-

rait à passer à l'action. « Au fond, c'est la suite de la crise de 2024 avec toujours cette même défiance vis-à-vis du politique », observe Jean-Marie Séronie, consultant agroéconomiste. Pourtant, l'exécutif a obtenu

« Au fond, c'est la suite de la crise de 2024 avec toujours cette même défiance vis-à-vis du politique. »

nu des arbitrages à Bruxelles ces derniers jours en faveur des agriculteurs. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) qui selon la FNSEA pourrait faire « flamber le prix des engrais azotés », serait ainsi suspendu avec effet rétroactif au 1^{er} janvier.

Le gouvernement a également annoncé la suspension d'importation de produits contenant des résidus de cinq pesticides interdits dans l'UE. Avec l'Italie, la France a également obtenu de la Commission européenne 45 milliards d'euros supplémentaires pour l'agriculture, dès 2028 ; une enveloppe dont le versement potentiel était initialement prévu dans le cadre d'une ré-

vision à mi-parcours de la politique agricole commune (PAC). Le premier ministre, Sébastien Lecornu, doit faire d'autres annonces ce vendredi 9 janvier.

Reste que pour les syndicats agricoles, l'État n'en fait pas assez et pas assez vite. Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, a ainsi dénoncé le fait que les décrets d'application la loi Duplomb – promulguée le 12 août – ne sont pas encore parus. La chute du gouvernement Bayrou a ralenti le processus et les décrets sont en cours de relecture au Conseil d'État.

Le président de la CR, Bertrand Venteau a de son côté appelé à cesser tout contrôle sur les exploitations d'ici à la présidentielle. « Il y a déjà une mesure qui a été prise pour coordonner les contrôles administratifs afin qu'il n'y ait qu'un seul passage des agents par an sur les exploitations. Ce discours de la CR est de la pure démagogie », tacle Jean-Marie Séronie. Pour ce fin connaisseur du monde agricole, la mobilisation actuelle du deuxième syndicat se comprend aussi à l'aune de la forte percée qu'il a réalisée lors des élections professionnelles en 2025 : « La Coordination rurale n'entend pas s'arrêter là et donc fait du bruit pour continuer à faire de l'ombre à la FNSEA. »

Alban de Montigny